

M. le Président,

Le 24 septembre dernier, le Ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Edouard Chévarnadzé, a pris la parole devant cette Assemblée. Au cours de son intervention, que nous avons tous écoutée respectueusement, il a déclaré, et je cite: "Le moment est venu d'appeler les choses par leur nom. En ce qui concerne l'Afghanistan, une révolution démocratique nationale a eu lieu", fin de la citation.

Il a été suivi immédiatement, à cette tribune, de Sir Geoffrey Howe, Secrétaire au Foreign Office du Royaume-Uni, qui a prononcé un discours au nom de la Communauté européenne. Pendant la lecture du passage de son intervention qui concernait la question de l'Afghanistan, il s'est soudainement et spontanément écarté de son texte, a fixé les sièges des délégués de l'Union soviétique et déclaré, je cite: "Je ne peux m'empêcher de noter que...le Ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique a déclaré que 'Le moment est venu d'appeler les choses par leur nom.' Je ne peux m'empêcher d'exprimer mon étonnement et ma consternation que les faits que je viens de décrire - les événements qui se sont produits en Afghanistan au cours des six dernières années - aient été présentés par le Ministre soviétique des Affaires étrangères comme une 'révolution démocratique nationale'. Si telle est l'opinion de l'Union soviétique, le reste du monde ne peut pas y souscrire" - fin de la citation.

Sir Geoffrey Howe est ensuite revenu à son texte. Et je me souviens m'être fait la réflexion, au moment où j'écoutais cette intervention avec mes collègues de la délégation du Canada, que nous venions d'assister à un des moments rares, fugaces, où la divergence d'opinion sur cette question avait été exprimée avec simplicité et avec une irréfutable clarté.

Qualifier ce qui s'est produit en Afghanistan de "révolution démocratique nationale", c'est recourir à un langage et le soumettre à une forme de mutation orwellienne, de telle sorte que les mots perdent leur sens. C'est là un masque linguistique visant à occulter le visage brutal de l'oppression.

Et nous le savons tous. Le Royaume-Uni le sait, le Canada le sait, la grande majorité des nations représentées ici le savent. Mais rien ne change.

Et c'est là le dilemme étouffant de ce débat, M. le Président. Que pouvons-nous dire qui n'ait pas déjà été dit, par chacun de tous, année après année, dans une répétition